

LECO

de la semaine

19 au 25 Avril 2025



SOMMAIRE

Tourisme - Nouvelles conditions pour ouvrir un gîte ou une chambre d'hôtes.....	2
Jour férié du 23 avril : Des coûts économiques de plusieurs milliards d'ariary	2
Production d'eau potable : construction d'une nouvelle station de pompage à Mandroseza I.....	3
Entreprise - Une formation sur l'organisation	4
Internet : Blueline lance une nouvelle gamme Airfiber	4
From Madagascar to Everest : La famille Bouka poursuit son ascension avec détermination	4
Commerce et consommation : Contrôle renforcé sur les marchés	4
Transformation des déchets d'Andralanitra : des membres du secteur privé manifestent leur intérêt.....	5
Barrage hydroélectrique - Le projet Volobe de nouveau sur les rails	5
France - Madagascar - Deuxième réunion sur les îles Éparses le 30 juin	6
Toliara : Le tourisme bloqué par le manque de vols internationaux et le mauvais état de la RN7	6
Transport de marchandises – Le développement du fret ferroviaire pour le désengorgement des routes préconisé par la coalition GEM-Medef.....	7
Secteur privé - Le numérique comme moteur de croissance.....	7
Sommet de la COI - L'espace agricole fait l'unanimité.....	8
Prédiction de la Banque mondiale : Accélération de la croissance économique obscurcie par l'incertitude.....	9
E-commerce : la première foire digitale à l'horizon	10

Tourisme - Nouvelles conditions pour ouvrir un gîte ou une chambre d'hôtes

IRINA TSIMIJALY | 19 AVRIL | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

À Madagascar, les conditions pour ouvrir un gîte ou une chambre d'hôtes évoluent. Depuis 2024, le ministère du Tourisme et de l'Artisanat a lancé un programme de diversification des hébergements touristiques afin d'élargir l'offre, notamment dans les zones peu dotées en infrastructures hôtelières. Dans ce cadre, de nouvelles conditions s'appliquent dès maintenant à tous les porteurs de projet.



Jusqu'ici, un simple certificat de résidence pouvait suffire pour ouvrir un hébergement touristique. Désormais, les démarches se renforcent : il faut impérativement fournir une preuve de propriété ou d'occupation (acte foncier, bail, certificat juridique...), ainsi qu'un document d'urbanisme (permis de construire, certificat de conformité ou permis d'habiter) attestant que le bien est conforme aux normes en vigueur.

« L'idée n'est pas de compliquer les démarches, mais de s'assurer que les hébergements proposés répondent à certaines normes de base », précise une source au sein

du ministère. « Le certificat de résidence, par exemple, ne permettait pas toujours de vérifier la situation exacte du bien. »

Stratégie nationale

Ces nouvelles exigences visent à structurer davantage le secteur de l'hébergement touristique, tout en soutenant les particuliers souhaitant transformer leur résidence principale ou secondaire en gîte ou chambre d'hôtes. Elles s'inscrivent dans la stratégie nationale visant à accueillir un million de touristes d'ici 2028.

Avec une demande croissante observée pendant les périodes de vacances, les gîtes et chambres d'hôtes attirent de plus en plus de voyageurs en quête d'authenticité. Le ministère souhaite donc encadrer, sans freiner cette dynamique. « Nous voulons inciter davantage de gens à découvrir ce type d'hébergement, tout en garantissant leur qualité », souligne un responsable du programme. « Ce modèle permet aux hôtes de gagner de l'argent tout en suivant les règles », ajoute-t-il.

Pour accompagner cette transition, des formations ont déjà été lancées à Mahajanga et Toamasina, avec l'appui de l'Organisation internationale du Travail (OIT), afin d'aider les futurs hôtes à structurer leur activité selon les nouvelles normes.

Ce renforcement réglementaire marque une étape clé dans la volonté des autorités de professionnaliser le secteur, tout en valorisant l'hébergement chez l'habitant comme levier de développement local.

Jour férié du 23 avril : Des coûts économiques de plusieurs milliards d'ariary

ANTSA R. | 19 AVRIL | MIDI-MADAGASIKARA

La décision de décréter férié le 23 avril pour accueillir le Sommet de la COI, qui prolonge le long week-end pascal, réjouit les salariés mais inquiète les acteurs économiques face aux pertes de productivité et aux impacts sociaux.

L'économie sera à l'arrêt. Alors que la population malgache s'apprête à profiter d'un long week-end exceptionnel – entre les célébrations de Pâques et le jour férié décrété le mardi 23 avril 2025 pour la visite des délégations du Ve Sommet des chefs d'État et de gouvernement de la COI (Commission de l'Océan Indien) – une autre réalité se profile en toile de fond : le coût économique d'une semaine quasi blanche. Officiellement annoncé comme jour férié, chômé et payé sur l'ensemble du territoire national, ce mardi s'ajoute aux fêtes pascales, formant ainsi un pont prolongé qui réjouit les salariés. Pour les travailleurs du secteur formel, c'est un congé de plus, rémunéré. Mais pour les employeurs, notamment dans les secteurs productifs, commerciaux et industriels, l'impact est tout autre. Avec seulement trois jours ouverts sur sept, la productivité hebdomadaire risque de chuter

brutalement, affectant la chaîne économique à plusieurs niveaux.

Une économie sous tension

Selon les données de la Banque mondiale, Madagascar comptait plus de 16 millions d'actifs en 2023, dont près d'un quart travaillent en milieu urbain. Si l'on fait le compte, ce seront des dizaines de millions d'heures de travail, qui seront perdues à cause de ce jour férié du 23 avril 2025. En outre, une bonne partie de cette population travaille dans le secteur informel, où l'interruption même d'un seul jour peut se traduire par une perte immédiate de revenus. Pour une large partie de la population, notamment les vendeurs de rue, les transporteurs, les journaliers et autres petits commerçants, chaque journée chômée est une journée sans pain. Pourtant, le marché hebdomadaire

d'Andravoahangy sera fermé le mercredi prochain, selon les informations. Des décisions qui, au nom de la sécurité ou de la logistique événementielle, mettront à l'arrêt des centaines d'activités économiques informelles. Une couche de la population déjà vulnérable pourrait en subir les conséquences les plus lourdes.

Les enjeux derrière le prestige

Si l'accueil du Sommet de la COI est une opportunité diplomatique majeure pour Madagascar, renforçant sa visibilité dans la région, il n'en demeure pas moins que le calendrier choisi pose question. Faut-il sacrifier l'élan économique d'une semaine entière pour une rencontre politique, aussi prestigieuse soit-elle ? Dans un pays où le taux de pauvreté est le plus élevé au monde, le moindre ralentissement de l'activité impacte des millions de familles.

Dilemme récurrent

Ce type de situation n'est pas nouveau. À chaque grand événement international, la priorité est donnée à l'image du pays, parfois au détriment de la dynamique interne. Certes, les retombées économiques indirectes – en termes d'investissement, de visibilité ou de coopération – peuvent exister à moyen terme. Mais l'urgence du quotidien ne se nourrit pas de promesses diplomatiques. Elle repose sur le maintien des circuits économiques, aussi

modestes soient-ils. Cette situation relance la question d'une meilleure coordination entre événements officiels et continuité de l'activité économique.



Il est possible de garantir la sécurité d'un sommet international sans paralyser tout un pan de l'économie. Cela nécessite anticipation, communication claire, et surtout une prise en compte des réalités sociales du pays. À l'heure où le gouvernement affiche des ambitions de relance économique et de réduction de la pauvreté, ce long week-end imposé apparaît comme un paradoxe criant. Fêter l'intégration régionale tout en fragilisant les plus précaires ? L'équation mérite, plus que jamais, d'être repensée.

Production d'eau potable : construction d'une nouvelle station de pompage à Mandroseza I

JEAN RIANA | 19 AVRIL | LES NOUVELLES

Le président, Andry Rajoelina s'attaque aux problèmes d'approvisionnement en eau dans la Capitale. Il a posé la première pierre d'une nouvelle station de pompage, hier à Mandroseza, dotée d'équipements modernes qui vont remplacer les 7 pompes actuelles vetustes.

Si la production d'eau n'atteint que 80 000 m³ par jour à l'heure actuelle, cela va passer à 120 000 m³ par jour après la rénovation » a-t-il indiqué, tout en soulignant que cela permettra de réduire en grande partie les problèmes d'eau dans la Capitale.

« Néanmoins, beaucoup reste à faire, pour ne citer que le remplacement des canalisations d'approvisionnement en eau d'Antananarivo et la modernisation des trois principales stations de suppression d'eau de Betongolo, Ambodimita et Mandriambéro » a spécifié le président.

Et pour renforcer la capacité de production, la station de pompage à Mandroseza II, sera également modernisée, avec l'installation d'une Unité compacte de traitement d'eau d'une capacité de 20 000 m³/jour.

A noter que la station de pompage de Mandroseza I date de 1927. « Elle dispose de 7 pompes et fournit 60% des besoins en eau de la population d'Antananarivo », a-t-il informé.

Le président a également ajouté que le fonctionnement de la pompe nécessite de l'électricité pour faire monter l'eau, c'est pourquoi les coupures d'eau sont plus pesantes en cas de panne de courant. Ainsi, des groupes de secours seront installés au niveau de toutes les stations

de pompage en fonction, à savoir, celles de Faralaza, Andranoro, Ambodimita, Ivato, Laniera, Ankadindratombo, Bemasoandro, Nanisana, Iavoloha et Ankadivorobe, pour prévenir les pénuries d'eau.

A ce sujet, Andry Rajoelina a aussi annoncé que l'appel d'offres pour la construction d'une usine de production d'eau à Amoronakona, a déjà été lancé. « Le budget consacré s'élève à 40 millions d'euros », a-t-il indiqué.

Energie solaire

Et dans le cadre de la production d'électricité, un parc solaire de 20 MW sera installé avant le mois d'août aux alentours des routes menant à l'aéroport d'Ivato.

« Un appel d'offres pour la mise en place du plus grand parc solaire à Antananarivo avec une production d'électricité de 100 MW, va être lancé au mois de mai », a-t-il fait savoir tout en ajoutant que les localités de Nosy Be, Antsiranana, Mahajanga, Toamasina, Fianarantsoa, Toliara et Antsirabe bénéficieront aussi d'une installation de parc solaire d'une capacité de production de 5 MW chacun.

Entreprise - Une formation sur l'organisation

22 AVRIL | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Bien des personnes ont manifestement des problèmes d'organisation dans leur fonction et enrayent le bon fonctionnement de l'entreprise, l'handicapent même, ou impactent ses résultats globaux. Leur bureau est en désordre. Les dossiers s'éparpillent partout. Urgents ou importants, le classement leur est un vocabulaire inconnu. Ces personnes peuvent être le DRH, le DAF, le Directeur Commercial ou Marketing, le Directeur Technique. Bref, des managers opérationnels qui occupent des postes clés dans l'entreprise. Ceci est vrai pour toute institution publique ou privée.

C'est dans ce sens que le cabinet CECOM organise un séminaire de deux jours à l'intention des entreprises les

13 et 14 mai au Restaurant Le Pavé à Ampandranana. Il s'agit d'une formation pour bien maîtriser l'organisation, pour transformer le chaos en productivité, pour plus d'efficacité. Ce séminaire sera animé par Hasina Sahondra Rasolofomanana, formatrice experte en organisation et secrétariat.

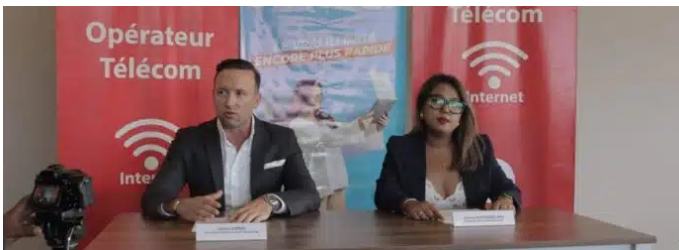
Elle est l'auteure d'un syllabus complet de cette formation qui aborde en 6 modules les différents paramètres d'une organisation efficace. En y assistant les participants auront l'occasion d'apprécier et de juger.

La vie, dit-on, est une école où l'on ne cesse d'apprendre, l'opportunité leur est donc donnée pour renforcer leurs capacités en matière d'organisation.

Internet : Blueline lance une nouvelle gamme Airfiber

R. EDMOND | 22 AVRIL | MIDI-MADAGASIKARA

Blueline continue d'innover. L'entreprise annonce le lancement d'une nouvelle gamme Airfiber.



« La gamme Airfiber que nous avons mis en place en 2021 a franchi une étape majeure en se connectant à la

fibre optique de Blueline », a annoncé l'entreprise lors d'une conférence de presse tenue la semaine dernière. « La gamme devient désormais illimitée jour et nuit, tous les jours, alors qu'elle était jusque-là illimitée uniquement le soir et les week-ends. De plus, les performances ont été considérablement améliorées, avec une vitesse de connexion atteignant maintenant 50 Mbps vers l'international », a-t-il ajouté. Cette évolution s'inscrit pleinement dans la stratégie d'innovation constante de Blueline, visant à anticiper les besoins réels des utilisateurs et à fournir des services parfaitement adaptés à leurs exigences.

From Madagascar to Everest : La famille Bouka poursuit son ascension avec détermination

ANTSIA R. | 22 AVRIL | MIDI-MADAGASIKARA

L'expédition « From Madagascar to Everest » entre dans une phase cruciale. Depuis le camp de base de Lobuche, à près de 5 000 mètres d'altitude, Zouzar Bouka et ses deux fils, Raj-Alexandre et Rais, poursuivent leur acclimatation, étape clé avant d'aborder les pentes de l'Everest. Arrivés à Katmandou le 16 avril, les Bouka ont enchaîné les préparatifs dans une atmosphère studieuse. Après un briefing technique et une ultime vérification de leur équipement, ils ont pris la direction de Pheriche, village

d'altitude, pour entamer leur adaptation progressive à l'environnement himalayen. Le 20 avril, l'équipe a rejoint Lobuche, un lieu chargé de sens : c'est là, en 2023, qu'ils avaient gravi leur premier sommet à plus de 6 000 mètres. « On savait déjà qu'on reviendrait », confie Zouzar. En marche depuis 2021, leur projet alpin incarne la rigueur et la passion. Du Kilimandjaro à l'Aconcagua, chaque sommet les rapproche un peu plus de leur rêve : hisser les couleurs de Madagascar sur le toit du monde.

Commerce et consommation : Contrôle renforcé sur les marchés

R. EDMOND | 22 AVRIL | MIDI-MADAGASIKARA

Un bilan plutôt positif pour les opérations de contrôle des marchés réalisées par les équipes de la direction de la Protection des consommateurs, au sein du ministère de

l'Industrialisation et du Commerce. Les descentes des contrôleurs du commerce sur les principaux marchés de la capitale ont par exemple eu un effet dissuasif

notamment en matière de prix, mais également et surtout de qualité des marchandises. En effet, les contrôleurs du commerce ont été intransigeants dans le contrôle des produits périmés. Et avec des résultats concrets puisque à Maevatanana par exemple, la direction générale de l'Industrialisation et du Commerce (DRIC) a procédé à l'incinération des produits périmés découverts sur le marché. Dans le district d'Arivonimamo, la DRIC de l'Itasy a également des opérations de contrôle de qualité et de prix tout en sensibilisant les commerçants sur le respect des réglementations. Dans l'Atsimo Andrefana, des grossistes

et des détaillants de la ville de Toliara ont fait l'objet de contrôles. « Globalement, l'on a constaté une stabilité des prix dans les différentes régions du pays », rapporte-t-on du côté du ministère de l'Industrialisation et du Commerce. Par ailleurs, « les opérations de contrôle de qualité des marchandises sont réalisées avec des équipes du ministère de la Santé publique », a précisé le directeur de la Protection des consommateurs, Ando Ravelonarivo. Notons que le numéro vert 261 est disponible pour tous les consommateurs qui veulent rapporter des anomalies sur les marchés.

Transformation des déchets d'Andralanitra : des membres du secteur privé manifestent leur intérêt

LR | 22 AVRIL | LES NOUVELLES

L'une des promesses de la maire de la capitale, Harilala Ramanantsoa, au moment où elle était encore à la tête de la délégation spéciale de la Commune urbaine d'Antananarivo, était la fermeture de la décharge d'Andralanitra et la transformation des déchets sur place. Selon le ministre de l'Environnement et du développement durable, Max Andonirina Fontaine, jeudi dernier au Carlton, les négociations sont en cours tout comme des collaborations avec des membres du secteur privé. Il reviendra à l'État de décider qui va gérer ce projet d'envergure.

Pour le moment, deux autres projets allant dans ce sens sont en cours de finalisation. « L'État accorde une importance particulière à la transformation des déchets. Comme nous le savons, l'appel à manifestation d'intérêt pour la gestion du centre de tri et de valorisation des déchets à Toamasina, est encore ouvert jusqu'au 23 mai qui va pouvoir recycler 60 tonnes de déchets par jour »,

a expliqué le numéro 1 du MEDD. Pour la province d'Antananarivo, le district d'Avaradrano va être le premier à bénéficier d'une pareille infrastructure.

Trois départements ministériels collaborent dans ce programme de valorisation de déchets, en l'occurrence ceux de l'Eau et de l'hygiène (MEH), de l'Energie, de l'assainissement et de l'hygiène (MEAH), ainsi que le MEDD. A ce titre, les trois ministères ont organisé, jeudi et vendredi au Carlton, la deuxième édition après celle de 2023, du « Salon des déchets et des alternatives écologiques » en partenariat notamment avec Welthungerhilfe (WHH), Ran'Eau, Gadaem et Madagascar clean cooking initiative (MCCI). Une trentaine de stands y ont exposé pour promouvoir l'économie circulaire, la responsabilité sociétale des entreprises (RSE) et les solutions innovantes en matière de gestion des déchets. Des conférences, tables rondes, concours... s'y sont également tenus.

Barrage hydroélectrique - Le projet Volobe de nouveau sur les rails

ITAMARA OTTON | 24 AVRIL | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

C'est l'une des annonces phares faites hier par le locataire de l'Élysée lors de sa rencontre avec le président Andry Rajoelina. La France s'engage désormais dans le projet Volobe à travers Électricité de France (EDF).

Le projet de barrage hydroélectrique de Volobe revient sur le devant de la scène. Lors de l'entretien tenu hier au palais d'État d'Iavoloha, le président français Emmanuel Macron a affirmé l'intention de son pays de soutenir la concrétisation de ce mégaprojet stratégique pour l'accès à l'électricité à Madagascar. La société Électricité de France (EDF) fait désormais partie du consortium porteur du projet, avec une participation de 37,5% au sein du pacte d'actionnariat, selon plusieurs sources proches du dossier.

« Je me réjouis du lancement à venir des travaux du barrage hydroélectrique de Volobe, avec un investissement important d'EDF, un accompagnement du groupe AFD et une garantie du Trésor pour soutenir ce projet. Nous avons aussi beaucoup avancé sur les documents structurants, qui s'intègrent désormais dans la feuille de

route », a déclaré Emmanuel Macron à Iavoloha. Les documents afférents ont été signés hier.



Pour rappel, le closing financier du projet est en voie d'achèvement. La Compagnie Générale d'Hydroélectricité

de Volobe (CGHV) avait annoncé récemment être en phase de recrutement des entreprises chargées des travaux et de finalisation du financement, en vue d'un démarrage de la construction en 2026 et d'une mise en service prévue pour 2030.

Finalisation

« Nous finalisons actuellement le montage financier et procédons au recrutement des entreprises chargées des travaux », avait précisé Rémy Hubert, directeur général de la CGHV, en février dernier, lors d'une visite du site. Le barrage de Volobe Amont, d'une capacité de production de 120 mégawatts, pourrait couvrir à lui seul 25% des objectifs nationaux en matière d'accès à l'électricité. Il serait en mesure de fournir jusqu'à 35% de la consommation annuelle d'électricité du pays.

Initialement prévu pour la fin de l'année 2024, le bouclage financier du projet a été repoussé à 2025, en raison de l'intérêt manifesté par de nouveaux investisseurs internationaux.

« Cette phase devait être achevée en septembre, mais de nouveaux partenaires ont exprimé leur volonté de rejoindre le projet. C'est pourquoi nous avons décidé de reporter le bouclage à l'année 2025 », avait expliqué Rindra Hasimbelo Rabarininarison, ministre de l'Économie et des Finances, lors du forum Africa50, en septembre 2024. La rencontre entre Andry Rajoelina et Emmanuel Macron a également permis d'aborder d'autres axes de coopération bilatérale : énergie, transformation agricole, mines, santé, et tourisme figuraient à l'ordre du jour.

France - Madagascar - Deuxième réunion sur les îles Éparses le 30 juin

GARRY FABRICE RANAIVOSON | 24 AVRIL | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Rendez-vous le 30 juin. La primeur a été donnée à Andry Rajoelina, président de la République, de l'annoncer. Une deuxième réunion de la Commission mixte franco-malgache sur les îles Éparses se tiendra à Paris.



Il s'agit d'un des principaux points attendus par l'opinion publique malgache lors de cette visite d'État d'Emmanuel Macron, président français. L'information a été annoncée dans la déclaration commune des deux chefs d'État, qui

a conclu leur rencontre au palais d'État d'Iavoloha, hier. Selon le président Rajoelina, la décision de tenir ce second round de la réunion de la Commission mixte découle d'un commun accord avec son homologue français.

« Sur la question des îles Éparses, Madagascar et la France sont résolues à travailler et à trouver ensemble une solution sur la question. Et d'ailleurs, nous avons décidé d'un commun accord la tenue de la 2^e session de la Commission mixte franco-malgache, sur les îles Éparses, le 30 juin prochain, à Paris », déclare ainsi le locataire d'Iavoloha.

La première manche de la réunion de la Commission mixte sur les îles Éparses s'est tenue à Antananarivo, au palais d'État d'Andafiavaratra, le 18 novembre 2019. La partie malgache a été conduite par Christian Ntsay, Premier ministre. La déclaration commune issue de cette première réunion rapporte notamment que « les deux délégations ont acté l'existence, à ce stade, d'un différend sur la question de souveraineté ».

Toliara : Le tourisme bloqué par le manque de vols internationaux et le mauvais état de la RN7

R. EDMOND | 24 AVRIL | MIDI-MADAGASIKARA

Quand les infrastructures ne sont pas là, le tourisme ne va pas. Toliara fait partie de ces destinations qui souffrent du manque d'infrastructures, notamment de transport.

Heureusement que des projets comme Base Toliara sont appelés à impacter positivement et d'une manière indirecte sur d'autres secteurs dont le tourisme.

Enclavement

Odilon Ranaivoson, président du conseil d'administration de l'Office du Tourisme de Toliara (ORTU) ne cache

pas sa crainte quant à la situation du tourisme dans cette destination pourtant prisée par les touristes aussi bien nationaux qu'internationaux. « Le tourisme du Grand Sud subit les effets néfastes de l'enclavement », soutient-il. En regrettant le fait qu'il n'y ait plus de vols internationaux car l'aéroport de Toliara a accueilli le dernier vol direct La Réunion-Toliara le 31 mars 2024. A cela s'ajoute l'état de

dégradation avancée de la RN7 qui dissuade les voyageurs. Ce qui n'empêche pour autant pas les professionnels du secteur de prendre des initiatives pour la promotion de la destination. Ils ont notamment lancé le Big South Madagascar qui allie les quatre régions : Isalo-Ihorombe, Anôsy, Atsimo Andrefana et Menabe. Des initiatives qui, selon le PCA de l'ORTU nécessitent, pour leur concrétisation, le retour des vols régionaux et internationaux. Les professionnels du tourisme font d'ailleurs un lobbying pour ce retour des vols internationaux afin de relancer les produits phares comme les Sept Lacs et le Makay.

Impacts positifs

Interrogé sur l'un des sujets du moment, en l'occurrence l'opérationnalisation du projet Base Toliara, Odilon

Ranaivoson estime que « des emplois seront certainement créés dans le cadre de ce projet ». Et de préciser que les impacts positifs du projet Base Toliara se font déjà sentir avec notamment ces experts qui se déplacent et d'autres employés qui vont s'installer et qui seront des consommateurs de biens et services notamment hôteliers. « L'opérationnalisation de Base Toliara générera des flux d'argent et nous espérons que cela apportera sa contribution dans le développement du tourisme dans la région Atsimo Andrefana ». Base Toliara pourrait par exemple investir dans l'extension de la piste de l'aéroport de Toliara ou dans la création d'un centre de formation. Dans tous les cas, il estime que l'État étant le garant du projet, il est essentiel que le cahier des charges soit appliqué à la lettre.

Transport de marchandises – Le développement du fret ferroviaire pour le désengorgement des routes préconisé par la coalition GEM-Medef

24 AVRIL | 2424.MG

L'urgence de moderniser les infrastructures de transport et de diversifier les circuits logistiques parmi les points soulevés lors de la Rencontre économique entre le Groupement des entreprises de Madagascar (GEM) et le Mouvement des entreprises de France (MEDEF) International. Le développement du fret ferroviaire a alors été mis parmi les objectifs que cette coalition d'entreprises malgaches et françaises estime mesurables à l'horizon 2026-2030.

Comme souligné dans la Feuille de route sur le domaine des infrastructures que les deux parties ont élaborée, le développement du fret ferroviaire permettrait de désengorger les routes et de réduire l'empreinte carbone des transports. Cette solution nécessite néanmoins des investissements en infrastructures, une flotte modernisée, ou encore des cadres Partenariats publics-privés renforcés, soulignent-ils dans ce document.

Mercredi, « la rénovation de la ligne ferroviaire reliant Antananarivo et Toamasina, et la dotation en matériel roulant de la ligne Fianarantsoa-Manakara en vue de la modernisation des infrastructures de transport » ont été

évoquées lors des échanges entre les présidents malgache et français.



Andry Rajoelina a notamment rappelé que « ces deux lignes historiques ont été créées entre 1901 et 1913 par la France » et que « l'appui de celle-ci pour la modernisation de ces lignes revêt un caractère hautement symbolique ». Il a alors émis le souhait que la France « puisse faire renaître cette infrastructure de liaison indispensable à l'économie du pays ».

Secteur privé - Le numérique comme moteur de croissance

IRINA TSIMIJALY | 25 AVRIL | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Le GEM et le MEDEF s'allient pour stimuler les échanges France-Madagascar via le numérique et l'énergie.

Dans le cadre de la visite d'État d'Emmanuel Macron, le Groupement des Entreprises de Madagascar (GEM) et le Mouvement des Entreprises de France (MEDEF) ont renforcé leur partenariat pour stimuler les échanges économiques entre les deux pays. Leur feuille de route, qui s'étend jusqu'en 2030, met l'accent sur deux secteurs stratégiques : le numérique et l'énergie.

Madagascar ambitionne de devenir un acteur clé de la délocalisation des services informatiques en Afrique. Doté d'une main-d'œuvre qualifiée, le pays joue déjà un rôle important dans l'externalisation des processus métier. Francis Rabarijohn, président du GEM, a insisté sur la nécessité de valoriser ces talents locaux pour consolider cette position. Madagascar figure parmi les leaders

de l'IT outsourcing en Afrique francophone, avec environ 23 000 emplois officiels dans le secteur et 85 000 autres dans l'économie informelle.

Pour soutenir cette dynamique, plusieurs initiatives ont été proposées, notamment l'amélioration des infrastructures numériques et la création d'un label « Made in Madagascar ».

Secteur stratégique

Le GEM et le MEDEF visent une hausse de 30% des exportations de services numériques d'ici 2030. Les deux organisations entendent conquérir de nouveaux marchés. La montée en compétences des acteurs locaux et une stratégie de prospection internationale active seront des leviers essentiels pour atteindre cet objectif.

L'énergie constitue l'autre pilier de cette coopération renforcée. Des projets ont été esquissés pour développer des solutions adaptées aux réalités locales. Les entreprises françaises, en partenariat avec des PME malgaches, envisagent le déploiement de solutions solaires et la mise en place de réseaux électriques intelligents (smart grids) dans les zones rurales. Ces initiatives

visent à améliorer l'accès à l'énergie tout en promouvant les énergies renouvelables.

Jérôme Henique, CEO d'Orange Afrique et Moyen-Orient, a réaffirmé l'engagement des entreprises françaises à investir dans ces domaines.

« L'accès à une énergie fiable est crucial pour le développement économique, en particulier dans l'industrie et l'agriculture, mais aussi pour améliorer les conditions de vie des populations malgaches », a-t-il rappelé.

Cette dynamique s'appuie également sur l'engagement des autorités malgaches, qui soutiennent activement cette coopération. La France reste un partenaire économique majeur de Madagascar, avec des échanges commerciaux ayant atteint près d'un milliard d'euros en 2024. Ce partenariat permettra de mieux exploiter le potentiel des secteurs du numérique et de l'énergie, au service de la croissance économique du pays.

Les discussions ont abouti à l'élaboration de trois feuilles de route, portant sur la transformation numérique, la transition énergétique durable et le développement d'infrastructures résilientes. Ces documents seront remis aux présidents Emmanuel Macron et Andry Rajoelina.

Sommet de la COI - L'espace agricole fait l'unanimité

GARRY FABRICE RANAIVOSON | 25 AVRIL | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Face aux défis qu'imposent les aléas du contexte mondial, les chefs d'État et de gouvernement de la COI sont unanimes. Tous appellent à la mise en place d'un espace commun de production agricole et d'échange au sein de la région indianocéanique.

Un appel à l'engagement solidaire des îles de l'océan Indien. C'est ce qu'Edgard Razafindravahy, secrétaire général de la Commission de l'océan Indien (COI), a lancé dans son discours, en ouverture du sommet de l'organisation régionale qui s'est tenu au Centre de conférence internationale (CCI) d'Ivato, hier.

Îles de l'océan Indien, ils sont unanimes sur la nécessité de mutualiser les ressources et les efforts, de renforcer la coopération au sein de la région indianocéanique. Se référant au thème du Sommet, et avec leurs propres mots, ils abondent vers la mise en place d'un espace commun agricole pour la région Indianocéanie.

« Sécurité et souveraineté alimentaire : Pour le développement du marché de l'Indianocéanie », est le thème du Ve Sommet de la COI qui s'est déroulé, hier. Comme le souligne Andry Rajoelina, président de la République, « [ce thème] résonne avec la plus grande importance, face aux défis que le monde nous impose aujourd'hui et les enjeux actuels ». Des défis qui « nous poussent à revoir et à repenser notre stratégie », ajoute-t-il.

« C'est pour cette raison que nous devons produire et transformer localement, dans notre sous-région, tout ce dont nos populations ont besoin. La sécurité alimentaire est donc la clé du développement et de notre prospérité. (...) Il est temps de semer mieux, de valoriser nos ressources, nos terres, et nos savoir-faire. La solidarité et l'entraide entre les pays membres de la COI sont essentielles pour promouvoir un développement durable », plaide ainsi Andry Rajoelina.

Réduction des dépenses

Le locataire d'Iavoloha rappelle au passage que Madagascar, avec ses 36 millions d'hectares de terres arables et non exploitées, se donne comme défi de redevenir le grenier de l'océan Indien et même de l'Afrique. Ceci par le biais de la « transformation agricole ». Navin



« Ce Sommet se tient à un moment charnière. Notre région, naturellement vulnérable, doit faire face à l'amplification des risques sécuritaires, sanitaires et économiques. À cela s'ajoutent des redéfinitions profondes des règles du multilatéralisme et de l'aide au développement. Dans ce contexte tendu, le besoin de solidarité, de coopération n'a jamais été aussi urgent », note le secrétaire général de la COI.

À entendre les allocutions des chefs d'État et de gouvernement de la Commission, l'appel lancé par Edgard Razafindravahy a été entendu. Faisant un florilège des défis qu'imposent les aléas du contexte mondial sur les

Ramgoolam, Premier ministre mauricien, concède qu'effectivement que ce thème « vient à point nommé au vu du chamboulement de l'ordre établi ». Lui qui affirme se rappeler de l'époque où son pays importait du riz de Madagascar, en indiquant, « nous souhaitons le refaire à nouveau ».

Le Premier ministre Ramgoolam met l'accent sur la conjoncture géo-économique et les risques inflationnistes qu'impose la guerre commerciale qui s'annonce sur les pays insulaires. « Nous sommes situées loin des marchés de nos fournisseurs et cela implique des coûts exceptionnels conséquents. Des échanges accrus au niveau du commerce interne de l'océan Indien réduiraient les dépendances de notre région par rapport au marché externe », affirme-t-il alors, en encourageant « l'émergence d'un espace régional d'échanges économiques et commerciaux, renforcés ».

Wavel Ramkalawan, président des Seychelles, souligne également le potentiel de Madagascar dans ce projet d'espace commun agricole régional. « La mise en valeur de nos ressources régionales, notamment, le potentiel de production de Madagascar qui concentre plus de 90% des terres arables de la COI représente une actualité stratégique pour améliorer notre sécurité alimentaire, renforcer notre résilience et développer un marché régional durable », explique-t-il.

Président entrant de la COI pour les douze prochains mois, Azali Assoumani, président des Comores, déclare dans son discours d'ouverture, « je plaide pour que nous convenions de la mise en place de zones de production agricole et alimentaire dans nos îles, en canalisant les investissements publics et privés et en visant l'augmentation substantielle de nos échanges commerciaux intra-COI ». Même posture de la part d'Emmanuel Macron, président français.

« Aucune de nos îles ne peut relever seule les défis qui se présentent à tous », affirme le président Macron, aussi, « je salue ici l'idée d'un espace de production et d'échange agricole et alimentaire au sein de la COI ». Faisant un rapprochement avec un contexte global trouble, il soutient que « travailler à la sécurité alimentaire (...) est le meilleur investissement à la paix et à la prospérité ». Il a, par ailleurs, soulevé la nécessité de mettre en place un cadre commun.

Le chef d'État français appelle aussi à « cesser les barrières qui empêchent la circulation de nos productions agricoles et la solidarité ». Cependant, les règles qui s'appliquent aux frontières de La Réunion en constituent actuellement. Tous sont unanimes sur les défis et la solution idoine. Comme l'a scandé le Premier ministre mauricien, « les défis nous imposent maintenant des actions concrètes ».

Prédiction de la Banque mondiale : Accélération de la croissance économique obscurcie par l'incertitude

ANTSA R. | 25 Avril | MIDI-MADAGASIKARA

Malgré un contexte mondial instable et des marges de manœuvre budgétaires limitées, les pays de l'Afrique subsaharienne affichent une croissance économique encourageante. Selon la 31^e édition du rapport « Africa's Pulse » de la Banque mondiale, la croissance régionale devrait atteindre 3,5% en 2025 et s'accroître à 4,3% en 2026-2027. Cette dynamique repose sur la reprise de la consommation privée et des investissements, appuyée par un recul de l'inflation – tombée de 7,1% en 2023 à 4,5% en 2024. Cependant, cette progression reste en deçà des besoins pour réduire significativement la pauvreté. Le revenu réel par habitant en 2025 devrait demeurer inférieur d'environ 2% à son niveau de 2015. Le rapport souligne un écart croissant entre les attentes des citoyens en matière d'emplois et de services publics, et des institutions souvent défaillantes. Andrew Dabalen, économiste en chef pour l'Afrique, appelle à des réformes urgentes pour renforcer la concurrence, la transparence

et la redevabilité. Objectif : attirer les investissements privés et créer davantage d'opportunités économiques.



Face aux défis du changement climatique, des conflits régionaux et d'un commerce mondial incertain, le rapport recommande de tirer parti de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) pour stimuler la diversification et l'emploi des jeunes.

E-commerce : la première foire digitale à l'horizon

JEAN RIANA | 25 AVRIL | LES NOUVELLES

La digitalisation est en bonne voie à Madagascar. Du 28 avril au 4 mai, la première Foire digitale en ligne fera date. Mais une cérémonie de clôture en présentiel au Novotel Ivandry est prévu, pour permettre aux visiteurs d'explorer ce monde numérique.

« Pendant ces 7 jours, la plateforme www.ketrika.com, se transformera en centre commercial virtuel, avec plus de 3 000 articles à prix réduits, proposés par plus de 50 marques locales dans des secteurs variés tels que high-tech, électroménager, alimentation, beauté, mode... », a indiqué Katia Andriamamonjy, cheffe du projet Ketrika.com.

Dans ce cadre, les transactions se feront exclusivement en ligne via mobile money, carte Visa et Paypal. « L'objectif est de permettre à chacun quel que soit son niveau de familiarité avec le digital, de profiter pleinement

de l'événement grâce à l'assistance d'une équipe dédiée le jour J », selon toujours Katia Andriamamonjy.

La cheffe du projet Ketrika.com a avancé que sur le site, les visiteurs pourront participer à des ventes flash à durée limitée, prendre part à des jeux interactifs comme l'E-Kajy, ou encore miser sur des produits de valeur dans le cadre de ventes enchères inédites.



 Résidence Les Orchidées Blanches Androhibe

 +261 32 07 696 49 - +261 34 01 696 49

 www.ccifm.mg

 ccifm@ccifm.mg  adhesion@ccifm.mg

 CCI France Madagascar

 CCI France Madagascar

 CCIFM Chambre de Commerce
et d'industrie France Madagascar

